

J'affirme bien nettement qu'à mon avis le gouvernement libéral et ses alliés conservateurs, devraient avoir honte. Ils s'en prennent injustement aux victimes de l'inflation. Je dis le gouvernement libéral et ses alliés conservateurs parce que ce projet de loi découle directement du bill C-124 que le parti conservateur a chaudement appuyé l'été dernier. Qu'on ne s'y trompe pas, monsieur le Président, le bill C-124 et les documents qui l'accompagnaient mentionnaient très explicitement les pensions et le fait que les pensions de sécurité de la vieillesse ainsi que les pensions versées aux fonctionnaires, agents de la Gendarmerie royale et membres des Forces armées canadiennes à la retraite seraient bel et bien réduites.

Il ne faut certes donc pas s'étonner. Les députés néo-démocrates ont signalé à maintes reprises au cours du débat consacré au bill C-124, que les conservateurs et les libéraux appuyaient ensemble une mesure qui aurait pour résultat de réduire les pensions de sécurité de la vieillesse. Sachez bien, monsieur le Président, que pas un seul vieillard pensionné de ma circonscription de Burnaby n'ignore que ce sont les libéraux et les conservateurs qui ont préparé la voie au bill C-131.

Le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), qui a travaillé pendant tant d'années pour améliorer les pensions des Canadiens, a dit combien il était furieux et scandalisé de ce que le gouvernement s'en prenne encore une fois aux vieillards pensionnés et leur enlève la protection pour laquelle lui et son parti ont lutté au long des années.

Ce bill aura pour effet de réduire le niveau de vie de milliers et de milliers de personnes âgées dans tout le Canada. Il touche un million environ de Canadiens, la moitié d'entre eux des femmes. Ce coup porté par la coalition libérale-conservatrice découle directement du bill C-124, qui établissait les lignes directrices du programme des 6 et 5 p. 100. Il est essentiellement injuste, étant donné qu'il n'épargnera en tout au gouvernement que 105 millions de dollars. Ce que je reproche le plus à ce projet de loi, c'est d'être absolument injuste en exigeant pareil sacrifice.

Je pourrais vous donner bien des exemples, mais comme le temps presse, je me limiterai à deux. Récemment, les statistiques sur l'impôt ont été publiées par le gouvernement fédéral. Elles montrent que la loi de l'impôt sur le revenu comporte tellement d'échappatoires que plus de 2,000 Canadiens gagnant plus de \$50,000 par année et 150 Canadiens dont le revenu est supérieur à \$200,000 par année n'ont payé absolument aucun impôt sur le revenu.

De quel droit le gouvernement et ses alliés conservateurs demandent-ils aux pensionnés de sacrifier leur niveau de vie sans demander en retour certains sacrifices aux riches—ceux qui gagnent plus de \$50,000 et plus de \$200,000 par année et auxquels on ne demande rien? Ils ne payent absolument aucun impôt.

Les conservateurs se sont tus lorsqu'on a réclamé une réforme fiscale pour faire disparaître les échappatoires et veiller à ce qu'il y ait une certaine justice. Comme Carter l'a si bien dit dans les années 60, une piastre est toujours une piastre, et il faut l'imposer comme tel.

● (1710)

Je tiens également à faire remarquer que, d'une part, le gouvernement propose de réduire effectivement les pensions de

### *Sécurité de la vieillesse—Loi*

retraite de milliers de Canadiens et que, d'autre part, il envisage de dépenser des milliards de dollars pour acheter des avions de combat, les F-18. En voilà un ordre de priorité: réduire le niveau de vie des pensionnés et dépenser des milliards de dollars pour des armes destructrices inutiles! Il est évident que ces priorités ne peuvent être défendues, que ce soit par le parti libéral ou par ses alliés conservateurs.

Ce projet de loi constitue, en fait, un impôt direct que doivent payer les personnes de plus de 65 ans. Si quelqu'un proposait qu'on le fasse directement, c'est-à-dire que l'on fasse payer un impôt au million environ de Canadiens qui ont droit à la pension de vieillesse mais pas au supplément de revenu garanti, je suis persuadé que cela soulèverait un tollé de protestations justifié dans tout le pays. Par contre, étant donné qu'on procède de façon détournée, les gens ne comprennent peut-être pas toutes les répercussions du projet de loi. Je peux vous assurer, monsieur le Président, que les députés de mon parti vont bien faire comprendre aux pensionnés de tout le pays quelles sont exactement les répercussions de ce projet de loi.

La vérité, c'est qu'il réduit le revenu du pensionné moyen de plus de \$300 au cours des deux prochaines années, et, ce qui est tout aussi important, qu'il rétrécit la base de calcul des futures augmentations de la pension de vieillesse. Il s'agit d'une diminution permanente du niveau de vie des pensionnés. On a prétendu que les personnes touchées étaient celles qui pouvaient supporter ce fardeau, car elles ne recevaient pas le supplément de revenu garanti. Comme le Conseil national du bien-être social l'a signalé, plus de 100,000 vieillards qui sont pauvres ou s'en sortent à peine verront leur revenu réduit à la suite du plafonnement de l'indexation de la pension de la sécurité de la vieillesse. Ce sont des personnes qui ne peuvent se permettre de voir baisser leur niveau de vie.

Aucun contrôle n'est exercé sur les prix. Comme l'un de mes électeurs me l'a signalé, les pensionnés accepteraient beaucoup plus facilement de voir baisser leur niveau de vie si le gouvernement leur assurait que le prix des biens et des services dont ils ont besoin sera également réduit. Il n'en est rien. Alors que les pensions de vieillesse sont réduites en valeur absolue, exerce-t-on le moindre contrôle sur le prix des aliments, des vêtements, du transport ou du logement ou sur les prix énergétiques? Ce sont pourtant les coûts qui touchent le plus directement les pensionnés. Le gouvernement fédéral et ses alliés conservateurs ne font absolument rien pour enrayer l'augmentation de ces coûts.

Comme les personnes qu'il vise ne sont représentées par aucun groupe de pression organisé, comme ceux de la puissante et riche Association canadienne des banquiers et d'autres, ou que personne ne fait officiellement et ouvertement de démarches en leur nom, le gouvernement croit qu'il peut s'en tirer facilement. Encore une fois, je puis assurer tous les députés du parti au pouvoir qui appuient cette mesure que nous rappellerons à leurs électeurs en temps voulu, qu'ils se sont prononcés en faveur d'une diminution de leur niveau de vie. Ces réductions ont un effet particulièrement néfastes sur les femmes, parce que toute diminution des pensions se répercute sur elles de façon disproportionnée.